COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 26 AVRIL 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE •• PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

La grève des travailleurs de la canne en Guadeloupe est à peine terminée que le mécontentement gagne d'autres secteurs. Les travailleurs des garages sont en grève et réclament des augmentations de salaires. Dans les bananeraies les ouvriers agricoles eux aussi en ont assez de vivre avec les quelques sous que leur allouent les patrons

Et dans bien d'autres secteurs si le mécontentement n'a pas encore éclaté, il n'en est pas moins réel.

Durant les grèves du secteur sucrier on a pu constater que toute la population laborieuse était de tout coeur avec les grévistes, cela malgré le silence ou les mensonges de la radio.

Les travailleurs en ont assez de vivre petitement avec de maigres salaires pendant que les patrons, les hauts fonctionnaires et toute une bande de privilégiés coulent aux Antilles des jours heureux et sans soucis, pendant que le luxe insolent de ces gens là s'étale sans gêne.

Pourtant bien que le mécontentement existe comme l'ont montré aussi bien en Martinique qu'en Guadeloupe les dernières grèves, bien que la situation des travailleurs de viennent de plus en plus précaire, les organisations ouvrières, partis et syndicats, et en particulier ces derniers, réagissent non pas d'après un plan d'ensemble, pour organiser une offensive des travailleurs, mais au coup par coup.

Les mouvements de grève se font tous séparés les uns des autres. C'est à croire que l'on veut cantonner les travailleurs uniquement à une lutte défensive.

Tout le monde a l'air de s'entendre pour consentir aux travailleurs un minimum de conditions qui leur permette uniquement de ne point tomber trop bas dans la misère, mais non de vivre décemment.

Pourquoi faut-il que les riches vivent dans le luxe le plus insolent pendant que les travailleurs se contenteraient simplement de ne pas tomber au dernier degré de la pauvreté ? Pourquoi faut-il que les seuls objectifs que les organisations ouvrières fixent aux travailleurs soient simplement d'obtenir des avantages qui ne gênent pas les patrons ? Pourquoi faut-il enfin, que la lutte des travailleurs, soit uniquement défensive ?

La seule manière pour les travailleurs de contraindre les patrons à des concessions importantes, c'est précisément de les menacer de tout prendre. Les capitalistes ne lâchent quelque chose d'important aux travailleurs que s'ils ont la peur de tout perdre qui les tenaille.

(Suite au verso)

CAPESTERRE DANS LES BANANERAIES LA COLÈRE MONTE

Depuis deux semaines plusieurs grèves ont eu lieu sur différentes habitations de la région Capesterre-Goyave, deux de la SCEFA où la direction par des moyens détournés n'accordaient pas en fait 43,92 F à tous, celle de Callard, la SCEPLAG, à Goyave. Et sur beaucoup d'autres plantations, les travailleurs parlent de se mettre en lutte.

En effet, depuis décembre 1974, un décret a été pris par le gouvernement décidant la suppression du salaire agricole (SMAG) et le paiement de tous les travailleurs agricoles au SMIC. En Martinique, il est entré en application en février dernier, ce qui fait que les travailleurs de la banane touchent 45,42F pour 8 h.

En Guadeloupe, les gros propriétaires tels Dormoy, Buttet, Déraivin et autres ne veulent absolument pas payer les travail-

leurs au SMIC. Pour preuve de leur intention de ne pas céder, ils ont démis de ses fonctions Max Martin, le directeur de la SCEFA, l'une des plus grandes sociétés exportatrices de banane de la Guadeloupe parce que ce dernier a décidé de payer 43,92 F aux travailleurs de ses plantations.

Mais les gros propriétaires ont compté sans la combativité des travailleurs de la banane qui sont de plus en plus mécontents et n'entendent pas se laisser réduire à la famine.

Face à cela, la direction de la C.G.T. banane a une attitude plutôt passive. Elle ne cherche pas à coordonner ces différentes luttes pour en faire un mouvement d'ensemble beaucoup plus capable de faire céder les Dormoy, Buttet et Déraivin.

FORT-DE-FRANCE "LA RESTRUCTURATION DE LA CANNE" LES PATRONS SE SUCRENT

Après un an et demi de réflexion (1), voilà que la commission du conseil général chargé du problème de la "restructuration de la canne" vient de sortir un rapport sur la relance de la canne à sucre à la Martinique.

Cette commission d'UDR et de Giscardiens n'aura pas manqué de montrer comme d'habitude sa soumission aux intérêts des gros capitalistes, qu'ils soient Français ou Martiniquais. Ainsi, il est prévu de produire 60.000 tonnes de sucre par an, ce qui signifie qu'une part notable du contingent de sucre alloué à la Martinique, soit près de 110.000 t sera remise aux capitalistes d'Arcy sur Aube (10000 t) Entre capitalistes il faut bien s'entraider

d'autant plus que cela profite à ceux de la Martinique comme à ceux de France, puisque ces derniers pourront écouler à des prix garantis leur sucre de betterave.

Mais qui produira ce sucre, en Martinique ? Une société d'économie mixte, c'est-à-dire une société où capitaux étrangers et capitaux publics seront présents. Ce qui signifie, qu'une grande partie du financement proviendra des impôts payés par les travailleurs.

On le voit donc, la tactique des valets du colonialisme ne change en rien. Se servir de l'argent des travailleurs pour remplir les poches des Aubéry et Hayot.

solidarité avec le G.R.S

C'est avec indignation que nous avons appris la mise à sac du local du GRS à Paris par une bande de fascistes français.

Selon "Révolution Socialiste", organe de presse du GRS, les dégâts matériels causés par les agissements de ces individus seraient importants. L'action de ces canailles racistes contre le local du GRS n'est pas un fait isolé. En effet depuis quelques temps, on assiste en France à une recrudescence des attaques des fascistes contre les travailleurs immigrés et les militants révolutionnaires. Et ces individus agissent en toute impunité car ils bénéficient de la complaisance

de la police.

Nous sommes pleinement solidaires de tous ceux qui sont victimes de la vermine raciste. Nous sommes solidaires des militants du GRS.

Directeur de Publication : M.E. ZOROR
Commission paritaire : N° 51.728
Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
F.D.F. 386. F.D.F.
1er supplément au mensuel N° 49

POINTE A PITRE A PROPOS DE LA GRÈVE DE LA CANNE FRANCE-ANTILLES CRIE PITIÉ POUR LES PATRONS !

France-Antilles, dans son édition guadeloupéenne du 23 avril, a fait paraître un article intitulé : "la crise de la canne: Vérités et mensonges", article qui est à la fois abject et grotesque.

Cet article, destiné à défendre le point de vue patronal, est un tissu de contre-vérités et d'arguments les plus éculés tentant d'effrayer les gens par l'image du "révolutionnaire au couteau entre les dents".

On tente d'abord de nous émouvoir sur le sort des magnats du secteur sucrier, qu'on nous présente presque comme des gens parfaitement désintéressés, qui "perdent de l'argent chaque année" et à lire l'article, on a presque l'impression qu'ils continuent d'exploiter la canne uniquement pour éviter l'effondrement de l'économie de la Guadeloupe.

Face à ces "bienfaiteurs de l'humanité", il y a "les groupes politiques travaillant à l'obtention de l'indé-

pendance de la Guadeloupe", et qui sont présentés comme des gens qui font tout pour plonger le département dans la misère, et pour cela cherchent à détruire le secteur sucrier.

L'auteur de cet article poursuit en disant que les agitateurs "utilisent la foule facilement manipulable qu'ils "montent" par des revendications". Si nous comprenons bien, les travailleurs seraient donc des moutons incapables de réfléchir par eux-mêmes, et qui ont seulement "l'impression" d'être dans la misère....

Mais continuons notre lecture: "ceux qui les manoeuvrent, aspirent à une révolution violente si possible". Et on ajoute que "les agitateurs... utilisent des méthodes subversives bien connues, qui sont: le terrorisme, le sabotage et la calomnie"; entre autre, tenez-vous bien: "on promet (aux travailleurs) de porter atteinte à leur femme et à leurs filles"!!! On croit rêver

Enfin, pour couronner le tout, dans le passage sur la calomnie, on compare les révolutionnaires à "ceux qui ont mené Jésus à Pilate... et amenaient la foule pour qu'elle crie: à mort!"

La conclusion logique de cette phrase, c'est que Jésus de notre époque, n'est autre que Mr Simonnet, à moins qu'il ne s'agisse de Claverie....

Heureusement, que le ridicule ne tue pas! La lecture de cet article inspire à la fois la nausée, et l'envie de partir d'un grand éclat de rire devant un tel amas de stupidités. Il montre que la bourgeoisie, dont France-Antilles est l'organe direct, ne recule ni devant la bassesse, ni devant le mensonge pour arriver à ses fins.

Cela ne peut que renforcer les révolutionnaires dans leur détermination de mettre fin à l'existence de ce système corrompu et malsain.

POINTE A PITRE A SUPERETTE UNE MANIERE DE LICENCIER UNE TRAVAILLEUSE

Supérette-Hibiscus, à en croire la publicité, est une sorte de petit paradis. Mais ce n'est certes pas l'avis des employées, car pour elles, c'est plutôt d'un enfer qu'il s'agit. En plus des salaires nettement insuffisants, des heures supplémentaires bien souvent non payées, elles sont de plus excédées par les conditions de travail, et particulièrement par l'attitude inadmissible du chef du personnel.

Ainsi, une employée, qui avait été absente lundi après-midi, se voyait exiger un certificat médical, et mercredi soir, le chef du personnel lui intimait l'ordre de venir le lendemain à l'heure (c'est à dire à 9h), et avec le dit-certificat.

L'employée fit ce qu'elle pouvait, mais comme le médecin chez qui elle s'était rendue lui demandait d'attendre assez longtemps, elle alla au magasin afin de ne pas être en retard.

Le chef du personnel lui dit qu'il refusait de la voir reprendre le travail sans certificat. Alors, poussée à bout, l'employée dit qu'elle démissionnait et demanda son compte.

Sans doute, ce monsieur n'attendait-il que cela. Car la méthode n'est pas nouvelle à Supérette: on ne licencie pas directement les employées, mais on leur rend la vie tellement insupportable, qu'elles n'ont d'autre solution que de démissionner.

Voilà qui permet sans doute à l'actuel

chef du personnel, (qui aime à se faire passer pour un homme qui tient compte de l'aspect "social" des choses) de se donner bonne conscience à peu de frais: il ne licencie pas, ce sont les employées qui partent.

Il est décidément temps, à Supérette comme ailleurs, que les travailleurs s'organisent afin de faire comprendre à ces individus et aux patrons dont ils défendent les intérêts, qu'ils ne sont pas de simples pions que l'on manipule impunément.

LE PORTUGAL

A l'heure où nous écrivons, les élections se déroulent au Portugal. Elles donneront naissance à une assemblée constituante.

La participation y est très forte car cela faisait plus de quarante ans que les portugais étaient privés de ce droit.

Les principaux partis qui sortiront vainqueurs de ces élections sont le Parti Socialiste, le Parti Populaire Démocratique, parti de droite, le Parti Communiste qui bénéficie d'un grand soutien des ouvriers des villes.

A la tête de l'état se trouvent actuellement les militaires qui en avril dernier avaient chassé le dictateur Caetano. Ils ont formé le Mouvement des Forces Armées (MFA) qui jouit d'un immense soutien populaire et bénéficie du soutien inconditionnel des communistes. Ils ont fait rentrer au gouvernement des communistes et des socialistes. Ces militaires du MFA veulent sortir le Portugal de l'état de faiblesse économique où il se trouve. Ils veulent le moderniser pour tenter de rattraper son retard sur le reste de l'Europe.

Voilà la situation au moment des élections. Nous analyserons plus longuement dans notre prochaine parution cette situation et les conséquences des élections sur la vie politique du Portugal.

EDITORIAL

(SUITE)

Evidemment quelques bonnes âmes nous répondront: "mais cela conduit à l'épreuve de force avec les patrons." C'est vrai. Mais il s'agit justement d'engager cette épreuve de force de la manière la plus consciente et donc dans les meilleures conditions de succès pour les travailleurs. Car l'épreuve de force, elle existe déjà. Que s'est-il passé récemment dans la canne où les patrons ont brisé la dernière grève des travailleurs avec les forces de répression?

Oui, mais chaque conflit qui dure, ou se durcit du côté ouvrier nous mène et toujours au bord de l'affrontement brutal et généralisé. Mais les travailleurs doivent-ils continuer à tout accepter, à vivre dans la gêne ou la misère sous le prétexte que leurs luttes risquent de se transformer en affrontement direct avec le pouvoir colonial?

Le seul moyen de parer à cela, c'est d'agir de manière énergique, en montrant aux patrons et à l'administration coloniale que si l'épreuve de force s'engage, ils auront à faire à toute la classe ouvrière. C'est en les menaçant de tout perdre qu'on fera reculer le pouvoir et les capitalistes. Ceux-ci sont si attachés à leur bien qu'ils préféreront faire des concessions plutôt que de risquer de tout perdre.

Et puis si l'offensive des travailleurs, si chaque lutte rapproche le moment où il faudra régler les comptes avec les exploités, qui donc s'en plaindra à part les exploités précisément?

Est-ce donc une si triste perspective que celle de voir la classe ouvrière engager une lutte révolutionnaire contre les patrons et l'état colonial qui les protègent?

ABONNEZ VOUS AU MENSUEL